

Communiqué de presse

« Le gouvernement me poursuit pour avoir rendu visible la problématique des personnes migrantes »



Bartolo Fuentes, journaliste hondurien qui couvre et accompagne la caravane des migrants, se retrouve victime d'une persécution judiciaire et d'intimidations. Il en appelle au soutien de la presse et des défenseur.se.s des droits humains.

Des caravanes successives de plusieurs milliers de centro-américain.e.s, principalement hondurien.ne.s, mais également du Salvador, du Guatemala et Nicaragua, sont en train de traverser le Mexique pour arriver aux États-Unis. Cette mobilisation spontanée exceptionnelle permet aux migrant.e.s de se protéger collectivement des politiques migratoires répressives, ainsi que des violences policières, de la criminalité et du crime organisé, rencontrées sur la route de l'exil. Leur nombre leur apporte une protection, mais les violences et les risques auxquel.le.s ils et elles sont confronté.e.s s'étendent aux personnes qui se mobilisent et donnent de la visibilité à leurs droits.

Bartolo Fuentes, journaliste hondurien qui couvre et accompagne la caravane des migrants, se retrouve victime d'une persécution judiciaire et d'intimidations. Il a dû fuir le Honduras suite à des accusations selon lesquelles il aurait organisé le départ de la caravane et son rôle supposé de « passeur ». La police guatémaltèque a détenu Bartolo Fuentes suite à la diffusion de fausses informations par le gouvernement hondurien. Sans aucune preuve d'accusation, les autorités guatémaltèques ont décidé de le déporter. Cependant, sa vie, sa sécurité, tout comme celles de ses proches, restent en danger en Honduras.

Le gouvernement hondurien mène une campagne de haine contre les personnes migrantes, et particulièrement contre celles et ceux qui leur sont solidaires. Cette campagne risque d'engendrer des agressions et justifier des actions extrajudiciaires (recours aux escadrons de la mort, et aux *sicarios*). Ce qui se passe en Honduras est une démonstration des pires formes de répression à l'encontre des défenseur.se.s des droits qui se retrouve dans toutes les parties du monde, et de manière exacerbée en Amérique centrale et au Mexique.

« Le gouvernement me poursuit pour avoir rendu visible la problématique des migrant.e.s, et pour les avoir informé.e.s sur leurs droits. Il criminalise la solidarité et l'activité journalistique. »

Dans le cadre du Forum social mondial des migrations qui a eu lieu à Mexico City les 2, 3 et 4 novembre 2018, Bartolo Fuentes en appelle au soutien de la presse et des journalistes du monde entier qui, comme lui, défendent la liberté d'information et le droit à informer. La solidarité avec les défenseur.se.s des droits qui se retrouvent empêché.e.s de dénoncer les situations inacceptables et principalement les violences subies par les migrant.e.s, est indispensable.

Bartolo Fuentes propose d'accueillir une délégation internationale de journalistes et représentant.e.s de mouvements sociaux pour donner de la visibilité à la situation actuelle en Honduras.

Contact : Bartolo Fuentes - + 504 99 77 25 62 - fuentesbartolo@gmail.com

Les organisations et individus signataires, manifestent leur soutien à Bartolo Fuentes, ainsi qu'à tous et toutes les défenseur.se.s des droits humains des migrant.e.s qui vivent des attaques et sont persécuté.e.s pour leur travail de défense des droits humains :

AMF (Association des Marocains de France) Attac France, Carovane Migrant, CCFD-Terre Solidaire, CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), CRLDHT (Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie), Emmaüs International, FORIM (Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations), FTDES (Forum tunisien des droits économiques et sociaux), France Amérique Latine, IDD (Immigration développement démocratie), IPAM (Institut pour un autre monde), Inclusión y Equidad Consultora Latinoamérica, Massada, MDCD (Plateforme euro-marocaine migrations développement citoyenneté et Démocratie), Mundo en Movimiento, #SickOfWaiting, Tous Migrants.

Plusieurs de ces organisations participent aux Etats Généraux des Migrations en France.